

Sanglantes bagarres entre étudiants et policiers devant l'Université. — Les drapeaux rouges des communistes. — 20 arrestations.

A la suite du procès des soldats de Calpaki, qui a eu lieu aujourd'hui, de sanglantes bagarres ont eu lieu à l'Université, à cause de la volonté des étudiants de se rendre en manifestation à la Cour Martiale pour demander la libération des soldats de Calpaki.

Les événements qui ont abouti à l'arrestation de 20 étudiants et d'un ouvrier grièvement blessé dont on n'a pas encore pu vérifier l'identité jusqu'à présent, sont relatés par la police de la façon suivante :

« Depuis le matin, des étudiants se concentraient dans la cour de l'Université, par groupes pour se rendre à la Cour martiale et suivre le procès. Aussitôt que cela fut porté à la connaissance de la 3^e section de la police, le chef a ordonné à une force de 3 ou 4 policiers de suivre les étudiants et d'aviser la police au cas où les étudiants se proposeraient d'aller en masse à la Cour martiale. »

A 11 h. 30, tandis qu'aucun étudiant n'était sorti de la cour de l'Université, certains étudiants communistes et des ouvriers anarchistes sont arrivés.

Les communistes en question portaient 2 drapeaux rouges. Aussitôt qu'ils sont entrés dans la cour de l'Université, l'un d'eux monta sur un banc et commença à parler aux étudiants en attaquant le régime bourgeois et saluant les Soviets. Les policiers qui suivaient la réunion l'arrêtaient, mais lorsqu'ils sont sortis de la cour les autres étudiants les suivirent et formèrent un cercle autour des policiers et ont tenté de libérer leur collègue.

Entre temps, le chef de la 3^e section a envoyé à l'Université un sergent avec 8 policiers Arrivés sur les lieux, ils ont chassé les étudiants vers la rue Panepistiotou. Hors de la Bibliothèque une grande bagarre cependant a eu lieu entre étudiants et policiers. Durant cette bagarre ont été blessés légèrement quelques policiers et l'ouvrier G. A. à la tête à coups de matraque. A. a été transporté à l'hôpital.

Les détenus à la 3^e section sont les suivants : (Suit une liste de 20 noms parmi lesquels de nos camarades anarchistes (bolcheviks-léninistes). Les communistes seront punis.

Après la dispersion des étudiants la 3^e section a communiqué au Recteur de l'Université les événements. Monsieur M., recteur, a déclaré à notre rédacteur que le Sénat de l'Université sera chargé à la première séance de punir implacablement les étudiants communistes.

Extrait du journal Proia du 12.1.31.

L'action des communistes Une tentative d'assassinat

Hier a été arrêté au Pirée A. H., qui distribuait des tracts communistes, rue Constantinople. Au moment de l'arrestation de H., un inconnu a tiré sans succès contre le policier. Dans la même rue a été arrêté l'ouvrier cordonnier D. O., distributeur de tracts communistes.

UNITÉ anti-communiste

(Suite de la première page.)

prennent généralement soin de s'adresser à tous les travailleurs. Cette orientation prend un caractère encore beaucoup plus réactionnaire (qui confine au chauvinisme — un caractère spécifique des syndicalistes purs) en France où se trouvent près de trois millions de travailleurs étrangers, les premiers frappés par la crise, les premiers frappés par l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, contre lesquels toute la presse bourgeoise et socialiste veut dresser les ouvriers français et sans lesquels la classe ouvrière française ne pourra « enfin » (comme dit le manifeste) aboutir à la disparition du capitalisme. Voilà de singuliers partisans de l'unité, qui excluent d'avance de cette unité près de trois millions d'ouvriers de ce pays.

La dénonciation de la faillite du réformisme de la vieille C.G.T. est faite en phrases de réunion publique sur la S.D.N., le conseil national économique, le B.I.T. etc... mais les auteurs du manifeste se gardent bien de parler du rôle de la vieille C.G.T. dans les luttes quotidiennes du prolétariat pour ses revendications les plus modestes. Ils ne citent même pas les dernières grandes luttes du Nord et des mineurs et l'attitude de la vieille C.G.T. dans ces batailles. En mettant au premier

plan comme faute de la C.G.T. sa participation à des institutions bourgeoises et en ne parlant pas de son attitude dans la question essentielle pour les ouvriers, c'est-à-dire dans les luttes revendicatives, les auteurs du manifeste laissent supposer qu'il suffirait d'abandonner ces institutions bourgeoises pour que la C.G.T. réponde aux conditions de la Centrale syndicale unique; et de plus ils évitent de dire au prolétariat que l'essence du réformisme consiste dans son action quotidienne et dans toutes ses interventions entre la classe ouvrière et le capitalisme. Par contre, ils incriminent uniquement la C. G. T. U. des échecs des mouvements de grève par suite de leur « politisation ». Ils se désolent ainsi une fois de plus comme les adversaires de chaque jour de la C.G.T.U. et comme les partisans de la C.G.T. de Jouhaux.

Le manifeste, du fait même qu'il s'adresse à de larges couches que l'appel des « 22 », contient le mot d'ordre « s'opposer à toute agression dirigée contre la Révolution russe ». Les champions de l'unité savent que les ouvriers sont pour la Révolution d'Octobre; ils n'ont pas osé se dresser contre elle mais ils ont adopté une formule qui se prête à toute confusion. Qu'est-ce que la Révolution russe? C'est l'I. C., l'I.S.R., l'Union soviétique, c'est, en France, le parti communiste. Comme cet appel a un caractère anticommuniste, qu'il est dirigé contre le P. C. et contre la C. G. T. U., il est dirigé contre la Révolution russe. Par conséquent la formule « s'opposer à toute agression contre la Révolution russe » ne peut être comprise que dans le sens de Rosenfeld du Populaire, c'est-à-dire de la révolution bourgeoise de février contre les bolcheviks.

Le fait que les « 22 » sont devenus 500 dans un temps relativement court doit éveiller l'attention des communistes et de tous les travailleurs révolutionnaires. Parmi les 500 se trouvent certainement des ouvriers révolutionnaires qui se sont laissés prendre par la démagogie des policiers russes comme Dumoulin, Chambelland, le néo-syndicaliste indépendant Zyromski, Monatte, Rambaud, etc... La Ligue Communiste dénoncera sans cesse le caractère réformiste du « Comité de propagande pour l'unité syndicale » et appellera tous les ouvriers à se grouper autour du P. C., à rejoindre leur Centrale syndicale révolutionnaire, la C.G.T.U., et à obliger les bureaucraties dirigeantes du P.C. et de la CGTU à mener une politique révolutionnaire cohérente.

L'opposition de gauche devant les ouvriers de Chaligny

(Suite de la première page.)

Midol fit alors aux « camarades trotskystes » une longue réponse embarrassée et pénible en s'excusant de n'avoir été prévenu que la veille à sept heures du soir. Il s'en dégageait que « les erreurs de droite sont maintenant corrigées, que Tomsky, Rykov et Boukharine ont été forcés de retourner à la base », qu'« on invoque le passé révolutionnaire de Rakovsky, mais Fianette aussi a fait de la prison », qu'on a « trop longtemps conservé Garchery comme technicien », que la « révolution chinoise a été menée quelquefois d'une façon anarchique », que le « prolétariat espagnol ne joue pas de rôle dans la révolution actuelle faute d'un parti », que « Nin n'a pas été expulsé comme oppositional » mais pour une « histoire de deuxième et de troisième étage au Palais du Travail », à laquelle personne, ni même Midol ne comprit rien, enfin que Trotsky n'avait jamais été d'accord avec Lénine même « si leur ligne se joignit un moment en 1917 » et qu'ils avaient été principalement divisés par « la question du socialisme dans un seul pays » (1). Midol conclut qu'on verrait dans la suite de l'action si les oppositionnels étaient aux côtés du parti. Quant au caractère réactionnaire de la répression contre l'opposition de gauche en URSS, Midol se tint coi; sur Blumkine aucune réponse.

La réunion se termina sur une brève et énergique déclaration de notre camarade Paget, secrétaire du groupe de la Ligue qui, soutenu par les ouvriers, démontra que toute son action passée et présente était consacrée au renforcement et à l'orientation communiste du syndicat unitaire des mineurs dont il est un des éléments les plus actifs. Et la réunion fut levée sur un ordre du jour voté à l'unanimité appelant les ouvriers à renforcer le parti.

Les ouvriers suivirent, avec l'intérêt le plus attentif, le débat. Si les applaudissements qui saluèrent Midol, et qui venaient surtout des camarades qu'il amenait de Nancy, furent quelquefois plus nourris que ceux qui saluèrent les déclarations de nos camarades, si ce débat trop court

L'offensive patronale aux Etats-Unis

Aujourd'hui que l'Arcadie super-capitaliste des Etats-Unis s'est envolée, qu'il y a des millions d'ouvriers battant le pavé, un ralentissement sans précédent du commerce et un engorgement des entrepôts, pendant que des familles sans nombre ont faim, sont dénuées de tout et sans vêtements, — on chante une autre chanson. Les portoparoles capitalistes parlent aujourd'hui avec angoisse du « chômage technique » et se demandent à eux-mêmes « quelles améliorations de technique et d'organisation n'entraîneront pas, après tout, du chômage ». Quelques simples chiffres nous racontent l'histoire :

Table with 3 columns: Year, Production, Index of Employment. Rows for 1923, 1924, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929.

En six ans, entre 1923 et 1929, l'index de la production a monté de 17 points, et l'index de l'emploi pendant le même temps a diminué de 2,4. Le contraste est si frappant et les conclusions tellement évidentes que de nombreux capitalistes sont pris de panique. Le sénateur Wagner par exemple, citant ces chiffres devant le Sénat, conclut :

« Dans chaque foyer où la question du chômage est entrée, elle a apporté avec elle un doute sur la validité d'un système économique qui permet de telles catastrophes. Ce n'est actuellement qu'un doute, mais si nous ne prenons pas toutes les mesures indispensables, il est certain que ce doute se transformera en une conviction contraire. »

Si l'on met de côté le jeu politique dirigé contre l'administration de Hoover, la crainte exprimée au sujet du « chômage technique » reste véritable et est certainement ressentie par la classe capitaliste entière. Ce que le sénateur ne dit pas clairement, c'est comment les patrons espèrent trouver une issue à la gêne imposée par la crise. En théorie, le plan d'action patronal a été exposé très clairement par un des représentants les plus qualifiés du capitalisme allemand, le docteur Lemmer, dans la Deutsche Wirtschafts-Zeitung de février dernier :

« La rationalisation, écrit le docteur Lemmer, signifie la diminution des prix de revient. Puisque, l'appareil de production est aujourd'hui trop développé... on ne peut pas imaginer de nouveaux développements de la rationalisation. » Invoquant la « loi de la décroissance de l'utilité », il conclut que « la rationalisation devient de moins en moins profitable » et demande un antidote aux insuffisances de rationalisation — c'est-à-dire une diminution des salaires sur toute la ligne.

Telle est la ligne stratégique de base des patrons dans la crise actuelle : utiliser la division des forces et la démoralisation opérées dans la classe ouvrière par le chômage, pour attirer encore les ouvriers qui restent sur elle, en diminuant les salaires des ouvriers industriels. C'est leur plan aux Etats-Unis, et aussi ailleurs. En Allemagne, la campagne d'offensive contre les salaires est déjà très avancée. Les grèves, à Mansfeld, à Berlin, dans la Ruhr, sont des épisodes de la résistance que les traités réformistes ont été obligés d'opposer.

Aux Etats-Unis, malgré la faillite de la conférence industrielle convoquée par Hoover, n'a pas encore permis à tous les ouvriers présents de comprendre la nécessité et la justesse révolutionnaire de l'action de la gauche communiste, il a permis à tous, malgré les dénigrement et les calomnies de l'appareil, de connaître la voie dans laquelle l'opposition de gauche ne cessera de lutter pour le renforcement de la lutte du prolétariat et de son parti contre le patronat et ses agents.

Il faut encore souligner que Midol nous offrit un long débat, mais que, sollicité d'en fixer jour et lieu il préféra se perdre dans ses confuses explications. Après Thorez, Darnat, après Darnat Midol, — mais on comprend leur embarras : le débat de Chaligny fut sans gloire pour la bureaucratie.

ver l'année dernière et des promesses faites par les patrons de « maintenir le niveau de vie élevé des ouvriers » on commence à réduire avec fureur les salaires. Seuls les grands-prêtres de la Fédération Américaine du Travail ont conservé leur part du marché en faisant de leur mieux pour empêcher tout ce qui pouvait ressembler à une lutte de la part des ouvriers.

Le Département du Travail annonce une diminution de 2,5 p. 100 des emplois et une chute de 5,1 p. 100 dans le total des salaires, c'est-à-dire une diminution de 2,6 p. 100 des salaires pour le mois de novembre seul. « Les gains par tête dans l'industrie des produits fabriqués », écrit son rapport, ont été en novembre 1930 de 3,5 p. 100 plus bas qu'en octobre. » Les chiffres des index généraux pour l'année entière de novembre 1929 à novembre 1930, sont encore plus inquiétants :

Table with 3 columns: Date, Employment, Total of Salaries. Rows for November 1929 and November 1930.

Quoique l'emploi ait diminué de 18,3 points, le total des salaires payé est descendu de 26,6 points. Cette disproportion montre quelle diminution les patrons ont déjà imposé au niveau de vie des ouvriers américains, et indique quel accroissement elle subira encore.

Contre l'offensive bien organisée et soignée de la bourgeoisie, seul un imposant front unique des travailleurs et des chômeurs peut être efficace. Chaque mouvement de grève doit être organisé sur la plus large échelle possible. Si jamais les mots d'ordre de lutte de classe peuvent pénétrer dans le prolétariat américain, c'est maintenant.

S. Gordon.

Les socialistes et la crise

Le Conseil national du parti socialiste s'est réuni dimanche dernier. L'existence de la crise, le chômage qui se développe ont peu préoccupé cette assemblée de politiciens; un silence prudent a été gardé sur les scandales dans lesquels ont été mêlés pas mal de parlementaires SFIO. En ce qui concerne les rapports entre le Populaire et la banque Bénard, Blum s'est efforcé de s'en tirer par une diversion contre les communistes, selon un procédé habituel. Aucune intervention n'a eu lieu et par un accord tacite, le parti socialiste dans son entier a couvert les actes de Frossard, Moutet, Uhry etc..., en a pris la responsabilité.

Ce qui a dominé les délibérations de l'assemblée socialiste comme une obsession, ce qui a déterminé les résolutions, c'est l'idée des élections législatives de 1932, pour lesquelles un congrès extraordinaire a été décidé. Pour les SFIO, 1932 doit être l'année de la victoire et toute l'action doit être orientée pour résoudre le plus grand nombre de voix.

Un programme agraire a été adopté dont le but essentiel est de faire savoir aux paysans que les socialistes ne sont pas contre la propriété privée. Des citations de Jaurs et de Guédey y sont incluses pour associer toute la tradition socialiste à ce programme qui doit apporter les voix paysannes aux candidats socialistes.

Le poste de rapporteur du budget de l'air par Renaudet place les socialistes en mauvaise posture devant les auditeurs ouvriers ou plus généralement paysannes. Les « gauchistes » de la Fédération du Nord avaient soulevé il y a quelques jours cette opinion des éléments prolétariens du P. S. Par une manœuvre parlementaire cousue de fil blanc, la discussion a été esquivée. En 1932, année des élections, Renaudet ne sera pas rapporteur du budget de l'air; et la Fédération du Nord est satisfait.

Le soutien du ministère Steeg constituait le gros morceau de l'ordre du jour. La motion adoptée invite le groupe parlementaire à poursuivre sa politique clairvoyante; c'est-à-dire de continuer à soutenir le ministère Steeg si cela ne compromettra pas leurs positions pour 1932.

Dans le Populaire, Blum bavard sur le désarmement, P. Faure se livre à des pirouettes contre

Kérisis, mais la question principale pour les travailleurs, la crise et ses conséquences, n'existe pas pour ces messieurs.

Depuis le développement de la crise on pouvait en vain chercher quoi que ce soit à ce sujet dans les journaux socialistes.

Le Populaire se tait obstinément, imitant la presse bourgeoise qui cherche par le silence et l'optimisme de commande à endormir l'attention des masses sur la crise. Seulement cela ne pouvait pas durer éternellement parce que la crise, si même elle n'a pas encore pris des formes catastrophiques, s'aggrave néanmoins chaque jour davantage.

Les premiers articles parus dans le Populaire sur la crise, sont écrits par des éléments droitiers de la SFIO comme Deat et Diner-Denes. Ce n'est pas par hasard. Le rôle du parti socialiste, comme agent de la bourgeoisie dans le camp du prolétariat, lui impose une tactique double. Droitière au début de la crise, gauchiste au moment de son aggravation, dans les deux cas elle vise le même but : empêcher les masses d'utiliser les conditions créées par la crise pour mener une lutte directe contre la bourgeoisie. La droite SFIO cherche au moyen de la crise à hâter la réalisation de leur rêve, se confondre avec l'appareil étatique et ainsi dérocher encore une plus grande partie du gâteau. Deat écrit notamment : « La crise actuelle, comme les remèdes et palliatifs que l'on propose de tous côtés, doivent fournir au socialisme l'occasion d'amorcer l'application de ses propres méthodes, et d'introduire un peu de lui-même dans l'anarchie capitaliste. » Dans cette phrase est caché le point fondamental du révisionnisme anarchiste qui essaye de convaincre les ouvriers de la possibilité de s'introduire par des moyens pacifiques dans l'appareil de production.

Plus loin, dans le même article, Deat préconise l'intégration des économies privées à la faveur de leur difficulté de production et de leur dépendance de l'Etat dans les collectivités, entreprises d'Etat, municipales etc... De là doit naître la « nouvelle solidarité au profit de tous, classe ouvrière et patronat ». Comme on le voit, Deat n'est nullement gêné par la crise pour prêcher la paix sociale et la collaboration des classes; au contraire, il essaie d'utiliser la faiblesse momentanée du capitalisme comme base à ses conceptions. C'est le devoir de la presse communiste de dévoiler cette nouvelle manœuvre des socialistes qui veulent spéculer sur l'ignorance des masses. Au moment où Dumoulin et d'autres dénoncent la banqueroute du réformisme pendant les dix années de prospérité capitaliste, Deat cherche à ramener le cadavre du réformisme par des utopies qui genre « outillage national ».

La classe ouvrière à laquelle les socialistes en ont mis plein la vue avec « la prospérité capitaliste, l'américanisation, la « démocratie sociale », résultat direct de la démocratie politique », etc... repoussera cette nouvelle escroquerie « de la solidarité jouant au profit de tous » et trouvera sa solution de la crise dans les méthodes révolutionnaires.

RECTIFICATION

Dans la Vérité de la semaine dernière une fâcheuse coquille a dénaturé un passage de l'article du camarade Trotsky « Devant la tombe fraîche de Koté Zinzadzé ». Il faut lire : « comme en Lear de Shakespeare, chaque centimètre est du roi, de même en Zinzadzé chaque centimètre est du révolutionnaire ».

La vie de la Ligue

Tous nos lecteurs, tous nos camarades sont appelés à se rendre à notre

REUNION SUR LES LEÇONS DE L'ELECTION DU QUARTIER ST-VICTOR mercredi 28 janvier, à 8 h. 30 du soir. Café Jussieu, 24, Rue Linné.

LA VERITE, 45, Bd de la Villette.

ABONNEMENTS France et Colonies : 6 mois : 13 frs. 1 an : 25 frs. 6 mois : 20 frs. 1 an : 35 frs. Chèque postal : P. Frank 136.855.

«Le gouvernement de l'U.R.S.S. et la conférence du désarmement»

Sous ce titre l'Humanité a reproduit une dépêche de l'agence Tass. Dans cette dépêche on lit avec stupeur : «...Le gouvernement soviétique dit être d'avis que cette conférence doit avoir une importance internationale, puisque, de ses résultats, peut dépendre, dans une très grande mesure, le problème de la durée et de la consolidation de la paix ou celui d'une nouvelle guerre destructrice. »

«Le gouvernement voit dans le désarmement ou au moins la réduction au maximum des armements L'UNIQUE garantie de paix. Etc...»

L'Humanité publie ces déclarations sans commentaires!

Nous avons déjà écrit ce qu'il fallait penser de la politique du désarmement de Staline (Vérité du 12 déc.). C'est un véritable abandon de la politique prolétarienne internationaliste; contre les pactes, les alliances, les combinaisons des gouvernements bourgeois, l'URSS devrait être le porteparole du prolétariat international et dénoncer la pseudo-conférence du « désarmement ». Mais depuis que Staline a entraîné le gouvernement soviétique à signer le pacte Kellogg, « pacte d'agression anti-soviétique », il a fait de nouveaux progrès. A la première réunion de la conférence du désarmement, Litvinov avait déposé un projet de désarmement intégral et immédiat. Naturellement ce projet avait été repoussé par les diplomates bourgeois. Après cela, l'URSS devait se retirer et refuser de participer aux futures Conférences.

Au lieu de cela, Litvinov vint devant les conférences ultérieures et proposa un programme de réduction partielle des armements qui coïncidait avec celui de l'Allemagne.

Staline déclara à la British United Press : « Je ne sors pas qu'il puisse résulter quelque chose de la conférence du désarmement de guerre, mais je considère que les Soviets ne peuvent pas s'abstenir de faire un effort de leur côté. »

Maintenant, le gouvernement soviétique a fait un nouveau pas en avant : Staline déclarait il y a un mois qu'il « ne pouvait pas résulter quelque chose » de la Conférence du désarmement. Aujourd'hui, il estime que « la réduction au maximum des armements est L'UNIQUE garantie de la paix ».

Les communistes doivent repousser ce point de vue. Le sort de l'URSS est lié à celui de la victoire du prolétariat international. C'est la lutte prolétarienne pour le renversement de la bourgeoisie qui est, en réalité, L'UNIQUE garantie de paix.

Les combinaisons de Genève compromettent l'U. R. S. S., ruinent la confiance que met en elle le prolétariat. Il faut dénoncer ces comédies et cette diplomatie qui entraîne l'URSS dans un bloc impérialiste. Elles sont la conclusion de la théorie du socialisme dans un seul pays, selon laquelle l'URSS peut construire seule le Socialisme, en se préoccupant seulement de maintenir la paix par des combinaisons diplomatiques avec les Etats bourgeois.

L'opposition de gauche défend le point de vue de Lénine : Certes, l'URSS est obligée de nouer des liens diplomatiques avec les Etats capitalistes, mais elle ne peut pas pour cela compromettre le développement de la révolution internationale. Or, la participation du gouvernement de l'URSS aux conférences de désarmement impérialiste, et l'appui qu'elle donne au principe du désarmement, entrave le progrès du P. C. dans les masses prolétariennes. Il faut condamner ce point de vue. Seule la révolution dans les pays occidentaux avec le mot d'ordre des Etats-Unis Soviétiques d'Europe peut apporter la solution au problème de la paix, en libérant l'URSS de la pression bourgeoise qui l'entraîne aux compromis périlleux avec la diplomatie bourgeoise. P. N.

NOUS DEMANDONS A TOUS NOS CORRESPONDANTS DE NOUS FAIRE PARVENIR LEURS ARTICLES POUR LE MARDI MATIN.

Les dernières lettres de Koté Zinzadzé

La rédaction du Bulletin de l'Opposition russe possède près d'une dizaine de lettres et cartes postales de Zinzadzé qu'elle a reçu avec de grandes intervalles tout d'abord d'Alma-Ata, ensuite — à Constantinople. Quelques-unes de ces lettres furent publiées dans le Bulletin. La liaison avec Koté était une de ces liaisons précieuses qui donnaient la direction au Bulletin, en déterminant ses réponses aux questions aiguës de la révolution. Nous publions ici des extraits des lettres de Koté dans lesquelles les questions personnelles sont naturellement liées aux questions générales. Si peu nombreuses que soient ces lettres (la majeure partie était interceptée), nous croyons que même ces quelques lignes sont en mesure de vivifier devant les yeux des lecteurs révolutionnaires l'image de Koté Zinzadzé. Et cette image doit être recréée, précisée et soigneusement conservée.

Bakchi-Sarail 17.5.28.

Cher L. D., Voilà déjà trois jours que nous nous trouvons à Bakchi-Sarail. Malgré que Pouchkine a chanté cette ancienne petite ville orientale, nous n'y trouvons rien d'attrayant. Nous avons mis 12 jours pour venir ici de Tiflis. C'est parce que nos autorités n'ont pas voulu nous faire passer par le chemin le plus court : par Poti ou Batoum sur Sebastopol, etc... Le président de la Guépéou a reconnu cela devant moi. Au début on voulait nous envoyer sur Devoi... Mais la gare était pleine d'ouvriers. On les a dispersés. Les arrestations n'ont pas manqué (près de 80). Tout le quartier environnant fut transformé en camp militaire. On ne laissait passer personne. La garde était placée à un kilomètre autour de la gare. On ne permettait pas aux tramways de s'arrêter devant la gare. Il n'y avait personne à la gare à part les

représentants des autorités. Malgré tout cela on ne nous a pas fait venir à la gare, mais on a donné un coup de téléphone en disant que « le départ est défilé ». Dans 3 heures à peu près on nous a déclaré que nous irions par Bakou... Les ouvriers ont réagi politiquement contre notre déportation comme il fallait. Même plus que nous n'attendions. La même chose a eu lieu au départ de la première partie. On voulait les cacher, eux aussi, et les envoyer par une autre gare, mais nos camarades (ils étaient 81) se sont rendus à la gare (principale) avant l'heure, et les ouvriers (de 600 à 700) ont rompu les barrières et ont occupé le quai. On n'a pas laissé pénétrer les autres et ils étaient restés sur la place de la gare. Cette fois il y avait près de 2.000 ouvriers (à notre départ il y en avait beaucoup plus). La différence est que la première fois les ouvriers ont pu venir à la gare, tandis que la deuxième fois, dès le matin on ne laissait approcher personne de la gare. Les autorités ont commencé à disperser les ouvriers après que ceux-ci eurent entonné l'Internationale et sorti le portrait de Lénine. Le portrait fut déchiré dans la lutte par les agents de la Guépéou.

L'état d'esprit des ouvriers fut excellent. Si nous nous trouvions à Tiflis une année entière, nous ne serions pas arrivés à faire autant qu'à fait ce départ pour affirmer et assurer dans les masses des sympathies pour nous...

Nos cadres sont indérubables malgré la faim, le froid, les persécutions et les brimades qui accablent chaque oppositional. Je ne sais pas comment la chose se présente en Russie. J'avoue que nous ne sommes pas contents de certains de nos « leaders ». Même très mécontents. Ils sont trop individualistes et tiennent des conclusions très hâtives dictées uniquement par leur état d'âme personnel... Vous connaissez, en particulier, mon attitude envers Zinoviev : je ne crois pas à lui

ni à ses partisans, pour un sou. Des gens sans vertèbres!

On nous a dit que vous étiez malade. Nous vous avons télégraphié de Bakou et avons reçu la réponse. Nous sommes heureux d'apprendre que vous allez mieux.

Notre attitude dans la question de la lutte est inébranlable. Nous espérons que nous ne nous séparons pas dans nos points de vue...

Un salut chaleureux de la part de Lado (1). Nous vous serons fortement la main. Attendons la lettre promise. Salut amical. Koté.

P. S. — Il faut souligner que pendant le passage à tabac, à la gare, au moment du départ de nos camarades on n'épargnait personne : on a battu de vieux camarades-ouvriers tels que Jasan Dnefbenadzé, membre du parti depuis 1896, tuberculeux. On voulait arrêter Arakela (2) que les ouvriers rassemblés sur le quai ont soulevé sur leurs bras; mais les ouvriers ont empêché la police de l'arrêter. On a battu des femmes, de vieillards révolutionnaires. K.

27.6.28.

Cher L. D., Nous avons reçu votre lettre. Il nous a été très agréable d'apprendre que vous sentez va mieux... La santé est nécessaire surtout maintenant aux bolcheviks-oppositionalistes. Nous vous prions amicalement : soignez votre santé qui est nécessaire, bien entendu pas seulement à vous.

Nous comprenons bien votre inquiétude pour la santé de votre fille... Mais comme tuberculeux ayant de l'expérience personnelle, je crois que l'état de votre fille n'est pas désespéré. Combien en ai-je vu avec la phthisie galopante qui, bien soignée, s'en tirait. Nombreux sont nos camarades et amis qui sont condamnés à se séparer de la vie dans une prison ou un lieu de déportation quelconque, mais tout cela servira en fin de compte à enrichir l'histoire révolutionnaire qui éduque de nouvelles générations. La jeunesse prolétarienne, éclairée par la lutte de l'opposition

(1) Lado Doumbadzé — ancien membre du parti, typo, organisateur des premières imprimeries illégales du parti bolchevik, actuellement dans un isolateur.

(2) Un des plus vieux bolcheviks, ancien condamné aux travaux forcés.

bolchevique contre l'aile opportuniste du parti, comprendre de quel côté était la vérité... On écrit du Tiflis que le lendemain du départ du camarade Okoudjava, on a procédé aux arrestations... Il y a eu 15 personnes d'arrêtées. On leur a proposé : de renoncer aux idées de l'opposition et de reconnaître le « cours à gauche » comme juste. Dans le cas contraire on les menace de leur faire subir une longue détention dans la prison. Les copains ont catégoriquement refusé... On se demande à quoi sert le renoncement aux idées oppositionalistes obtenu au moyen d'une pression administrative brutale?... On veut visiblement créer par des méthodes pareilles un semblant de victoire idéologique sur l'opposition...

Jusqu'au 15^e (Congrès) les « chefs » préparaient, et sont arrivés, à notre destruction organisationnelle. Mais en même temps ils préparaient, et y sont parvenus, leur destruction idéologique. Dans ce sens leur situation est beaucoup plus difficile que la nôtre. Une destruction organisationnelle est une chose pénible, mais réparable quand on a une ligne et des points de vue justes, tandis que la destruction idéologique est une chose irréparable... Ils spéculaient sur les oppositionnels « responsables » à la Piatokov, Krestinsky, Ovseenko, Zinoviev et Cie. Mais ils se sont vite aperçus que derrière Piatokov il n'est venu qu'une personne et demie. C'est pourquoi ils sont obligés de recourir à une manœuvre plus profonde. « Le cours à gauche » poursuit le but, à part tout le reste (dont vous parlez dans vos lettres), de liquider l'opposition.

Les lettres du camarade Préobrajzky démontrent qu'il nourrit des illusions dangereuses...

Nous avons lu vos deux lettres : « à un ami » et sommes parfaitement d'accord avec votre appréciation de notre position et de notre tactique. Nous sommes aussi d'accord que le moment est venu où l'opposition doit dire son mot et le faire précisément au 6^e Congrès, collectivement, au nom de l'opposition bolchevique, et notamment dans la forme que vous proposez, c'est-à-dire de façon à ce que l'I. C. et les masses communistes et ouvrières se rendent compte de notre justesse...

Nous sommes entièrement d'accord avec vous dans l'appréciation du télégramme du camarade Radek... J'avais toujours une mauvaise opinion des Zinovievistes et de Zinoviev même. Je n'ai

pas encore oublié sa promesse « de vous faire passer à la commission de contrôle » par cela (1).

Notre vie à Bakchi-Sarail s'écoule paisiblement. Les traits caractéristiques de Bakchi-Sarail sont les vents et la poussière « permanents » (pourvu que ce mot ne fasse peur à quelqu'un). L'été il y aura certainement un chaleur insupportable. On manque de pain. Il y a de longues chaleures, on donne une livre... Nous vous saluons chaleureusement, notre cher camarade et ami L. D. Nous vous serons fortement la main.

Votre Koté Zinzadzé.

19.8.1928.

Salut chaleureux à notre cher Léon Daydovitch!

Avons reçu aujourd'hui seulement votre lettre du 15.7. Elle s'est promené plus d'un mois en route.

Nous sommes profondément affligés par la mort de votre fille. Nous partageons votre malheur...

Nous avons lu avec pleine satisfaction vos thèses et la lettre aux oppositionnels, que vous nous avez envoyées. Nous étions profondément indignés quand nous avons appris que les camarades Radek et Smilga ont envoyé une déclaration à part au Congrès...

Quelle mauvaise « institution » que ces hésitations. Beaucoup de camarades par leurs hésitations désorientent fortement les masses. Surtout les camarades plus ou moins responsables. Le télégramme de Radek fut dans ce sens une chose inadmissible. Malheur aux gens qui ne savent pas « attendre ».

On nous a écrit récemment que le Bureau Politique a déclaré à l'assemblée de la noblesse du 6^e Congrès qu'il n'existait aucune dissension dans le Bureau Politique et que c'était l'opposition qui faisait courir les bruits au sujet de ces discussions. Mais personne ne croit cela...

A Tiflis, après le départ pour la déportation de la dernière partie de nos camarades, notre vieux camarade Datko Lordkipanidzé fut arrêté et jeté dans le sous-sol de la Guépéou. Chez les

autres tout reste comme auparavant, c'est-à-dire le moral est vaillant et inébranlable. Nous n'apercevons pas dans nos rangs d'ultra-gauchisme (comme vous le craignez). Quoique moi, l'hérétique, je crois qu'il vaut mieux de « l'ultra-gauchisme », que les idées droitières qui mènent à la capitulation.

Nous vous envoyons nos meilleurs vœux et vous embrassons de toutes nos forces. Salutations chaleureuses aux vôtres. Encore un salut chaleureux de la part de Lado et Vasso. Avec notre salut oppositional. Salut de la part de Kenia (ma sœur). — Koté Zinzadzé.

21.11.29. (1).

Enfin un camarade a « accouché » d'une lettre, où il me communique votre adresse. Depuis longtemps on ne s'est rien écrit. Comment allez-vous? Je pense que vous n'êtes pas très bien là-bas, mais ici ça ne va pas mieux. Il faudra encore sans doute mener longtemps une lutte idéologique, pour ramener le prolétariat sur la voie du léninisme. On croyait que tout le monde parmi nous le savait d'avance, mais il s'est trouvé des gens qui ne le savaient pas. Tous ces « honnêtes » Iv. Nikit. Smirnov, les « né-dans-la-prison » — S. Mraclchovsky, Belobrodov et autres se sont avérés des révolutionnaires bons à rien. Ces gens ont tout honte boue pour « raccrocher » la carte du parti. Mais ils en sont pour leurs frais. En effet, on bouche avec eux de petits trous de l'appareil soviétique. Smirnov

LE MOUVEMENT OUVRIER

DANS LE NORD

Il faut préparer la résistance ouvrière

Au dernier congrès de l'U. R., le camarade Declercq a annoncé une vaste offensive ouvrière pour de meilleures conditions d'existence. Il ajoutait même que les ouvriers enfin éclairés par les récentes trahisons réformistes, auraient de suite recours aux moyens de lutte préconisés par les unitaires et que leur action directe serait très énergique et violente.

Tenir de tels propos, ça fait bien dans un congrès où l'on parle de dés militants communistes. Ce langage indique sans doute que Declercq est très confiant (trop confiant) et qu'il a pris son nouveau poste avec la volonté de faire quelque chose.

Mais les paroles de Declercq indiquent aussi qu'il ne tient nullement compte de la réalité, de la situation exacte et du rapport des forces et qu'ainsi ses prévisions ont des chances de ne pas se réaliser.

Lors de l'application des A. S., les textiles et les métallurgistes ont été battus dans des conditions que nous avons déjà suffisamment exposées. Depuis, le rapport des forces ne s'est nullement modifié à notre avantage, le patronat, profitant de sa victoire et de la crise de chômage (déjà importante) qui frappe particulièrement le textile, accentue sa pression et laisse entendre qu'une diminution de salaire sera nécessaire.

Dans ces conditions, continuer à mettre en avant le mot d'ordre de la « revanche », prétendre faire lutter des dizaines de milliers d'ouvriers pour arracher maintenant ce qu'ils n'ont pu obtenir il y a quatre mois, c'est une pure chimère, rien de plus.

Quand on vient d'être battu, il n'y a évidemment rien de plus beau que de dire : « Dans un ou deux mois nous reprendrons la lutte pour les mêmes objectifs ». Mais ceux qui disent cela font preuve d'une pauvreté inouïe au point de vue stratégique et tactique des luttes ouvrières.

Si les dirigeants de l'U. R. se maintenaient dans cette voie fautive, ils se tromperaient grossièrement et prépareraient pour les ouvriers et pour nos organisations de nouvelles et graves défaites.

Quand on est battu et que l'adversaire momentanément plus fort, profite de son avantage, il faut savoir se résoudre à la défensive, rassembler ses forces, résister aux attaques de l'ennemi et ensuite quand la situation et le rapport des forces se seront modifiés en notre faveur, reprendre l'offensive. Le terrain se prête admirablement à une telle stratégie dans le Nord.

Nous avons dit que le chômage touche déjà un nombre considérable d'ouvriers qui n'ont pour subsister que les maigres allocations de chômage. Comment faut-il faire pour toucher et grouper cette masse importante de chômeurs qui ira encore en s'élargissant? L'U. R. s'occupe de ce problème mais tellement mal qu'elle risque de n'aboutir à rien du tout. Aucun travail d'ensemble, aucune campagne générale politique sur les causes du chômage, aucun mot d'ordre clair, mais plutôt une série de mots d'ordre confus et contradictoires. Les ouvriers lisent par exemple dans l'Humanité sous la signature de Frachon que l'on doit revendiquer pour les chômeurs le salaire complet. D'autres disent salaire réel ou bien encore salaire vital. L'Enchaîné présente à Paris un salaire complet pour les chômeurs partiels et 20 francs par jour pour les chômeurs complets. Et en dernier lieu, Bostien au conseil municipal d'Halluin présente, au nom du parti, un vœu qui prévoit 15 francs par jour de secours aux chômeurs.

L'opposition unitaire de la première U. R. pense que tout de suite il faut fixer un mot d'ordre unique concernant le secours de chômage, par

exemple reprendre la base de l'appel du Comité central des chômeurs de la Région parisienne, qui prévoit 18 francs par jour plus un supplément pour personnes à charge.

Il faut aussi reprendre le mot d'ordre du respect des huit heures car, malgré le chômage, dans beaucoup d'usines on fait encore des heures supplémentaires. Sur ces deux mots d'ordre entreprendre une vaste campagne de réunions à travers la région. Dans les réunions publiques ou uniquement réservées aux chômeurs exposer les causes et les responsabilités du chômage, lancer et expliquer le mot d'ordre de la collaboration économique avec l'U. R. S. S.

Pour le groupement des chômeurs, il faut créer dans toutes les localités touchées des comités de chômeurs où l'on admettra et les chômeurs complets et les ouvriers qui ne travaillent que quelques jours par semaine. Faire les réunions des comités de chômeurs le lundi ou le samedi pour que les chômeurs partiels puissent y assister. Là où les chômeurs sont nombreux, organiser des manifestations qui porteront à l'Hôtel de Ville, à la préfecture ou à la sous-préfecture le cahier de revendications des chômeurs.

Faire appuyer l'action des chômeurs par les ouvriers travaillant encore en organisant des réunions et manifestations. Réunir aussi les chômeurs avec les ouvriers de leur usine et examiner les moyens pour s'opposer à ce que le patron ne mette particulièrement en chômage les militants. Prévoir enfin l'organisation d'une démonstration régionale des chômeurs.

Pour répondre à la campagne patronale qui vise à la diminution des salaires, reprendre et donner une large publicité aux bilans des sociétés et associations patronales, bilans qui, malgré les « difficultés » déjà grandes, se sont traduits en 1929 par des bénéfices formidables. Expliquer largement aux ouvriers que ce qui permet actuellement au patronat du Nord d'envisager des diminutions de salaires ou de plus dures conditions de travail par une rationalisation accentuée, c'est la politique de collaboration des chefs socialistes et réformistes et leurs scandaleuses trahisons dans les récentes grandes grèves. Entreprendre un travail systématique de front unique avec les ouvriers confédérés et chrétiens pour résister aux attaques patronales. On pourrait notamment organiser des réunions où l'on inviterait les ouvriers confédérés et chrétiens et où l'on ne traiterait que la question : « Comment se défendre? »

Les A. S. commencent à procurer aux ouvriers leurs « bienfaits ». Il se rencontre des cas scandaleux qui sont susceptibles de faire comprendre à l'ouvrier le plus incrédule que les A. S. sont une véritable escroquerie. Il faut systématiquement dénoncer ces cas scandaleux et mener campagne contre le versement ouvrier.

Voilà, nous semble-t-il, quelle doit être l'orientation de toute l'activité de la première U. R. Les propositions énumérées ci-dessus, constituent, à notre avis, un excellent programme d'action pour le rassemblement d'importantes masses ouvrières que la 1^{re} U. R. s'engage sur la voie que nous préconisons et elle reconquerra rapidement l'influence et la force qu'elle a perdues par ses aventures de la troisième période.

Si nos propositions sont appliquées, — ne fut-ce même qu'en partie — nous n'en tirons aucune peine. Nous sommes toujours prêts pour aider à la tâche.

Pour l'O. U. de la 1^{re} U. R.
Albert Cornette.

A Limoges

Plus de 5.000 ouvriers de la chaussure licenciés

Limoges est un centre important de production de chaussure et de céramique.

Les ouvriers de ces deux corporations souffrent depuis longtemps des conséquences de la rationalisation : surproduction, chômage partiel...

Le coût de la vie est sans cesse croissant; il faut verser 5 p. 100 pour les assurances sociales; les salaires deviennent chaque jour plus insuffisants.

Aussi, en décembre, les ouvriers en chaussure de la maison « Perlios » (Péridac-Lyonnet) revendiquaient-ils une augmentation de 3 fr. 25.

Le patron ayant jugé cette demande inacceptable, ce fut la grève le 23 décembre.

Elle vint d'être appuyée il y a huit jours, par la sortie des ouvriers de la fabrication de la maison Guéraud (50 environ); le reste, une cinquantaine aussi, ne pouvant être occupés, furent chômeurs dès ce moment.

Le mouvement jusque-là, dirigé officiellement par des comités de grève, l'aurait surtout par les organisations autonomes et avait été déclenché dans les boîtes où leur influence est grande. Il était cependant bien parti. Les conditions étaient favorables : le mouvement était général dans les deux boîtes, on avait choisi celles où les commandes exigeaient une production intense, le reste de la corporation soutenait les 300 grévistes par une retenue de 5 p. 100 sur leurs salaires...

Une seule faute initiale : les camarades unitaires refusèrent d'entrer aux comités de grèves de leurs usines.

Des réunions ont lieu auxquelles d'ailleurs les représentants unitaires peuvent intervenir. Les pourparlers avec le patron n'aboutissent pas sur les chiffres suivants : 2 francs pour les hommes et les femmes; 1 franc pour les jeunes (chiffres patronaux 2 francs, 1 fr. 50, 0 fr. 75) avec possibilité d'un nouvel examen des salaires entre le 31 mars et le 15 avril. C'est cette dernière condition qui fut, pour le patronat, un prétexte de refus.

Une grève des bras croisés (de 10 heures à 10 h. 30, le 15 janvier) est décidée dans toutes les usines; dans chacune, dès le début de la manifestation le patron donne aux ouvriers l'alternative de reprendre immédiatement le travail ou de sortir. C'était le licenciement.

Trente-sept boîtes sur quarante sont dehors; deux sont hésitantes, une reste, ayant satisfaction entière.

C'est toute la chaussure en grève ou en chômage; 5.500 ouvriers.

Le Comité d'action qui dirige le mouvement comprend cinq délégués autonomes, cinq délégués confédérés et les comités de grève.

Les unitaires ont demandé à entrer au Comité d'action; on les a repoussés. On leur a donné comme raisons que certains ouvriers unitaires ayant refusé d'entrer dans les comités de grève, les représentants de la C. G. T. U. n'avaient pas à demander à entrer à la direction d'un mouvement dont ils ne connaissent pas la marche, à remarquer que les représentants unitaires avaient blâmé l'attitude de leurs camarades refusant d'entrer au comité de grève.

Néanmoins, l'U. R., et c'est reconnu, soutient franchement le mouvement par la parole, par la presse, par tracts, par souscriptions...

Un dernier tract est clair, sincère; il demande que le mouvement garde jusqu'à réalisation et sans capitulation, son allure de front unique; pas de grossièretés, pas d'injures; des mots d'ordre justes, énergiques.

Remarque : il y a environ 1.750 syndiqués dans la chaussure; 1.000 autonomes, 600 confédérés et 150 unitaires.

De «véritables» assurances sociales?

La loi des assurances sociales a soulevé dans la classe ouvrière des appréciations diverses au moment où cette loi était encore en discussion devant le Parlement. Les socialistes et les postistes se sont accrochés à cette loi parce qu'ils espéraient par ce moyen, pouvoir démontrer la possibilité et même la nécessité de la collaboration des classes, ce que l'application de cette loi a une fois de plus rejeté si magistralement. La Direction du P. C. qui, depuis l'avènement du stalinisme dans l'Internationale a oublié les conceptions marxistes sur l'État, capitaliste, n'a pas non plus été capable d'apprécier cette loi comme il convenait. Certains camarades allèrent même jusqu'à défendre cette loi sous prétexte que les communistes ne pouvaient pas être contre les assurances sociales; d'autres disaient qu'il fallait être contre cette loi parce qu'elle ne peut même pas se poser dans le régime capitaliste (voir l'Humanité du 2 octobre 1930). Ces deux positions sont fausses (le Parti l'a reconnu) parce qu'elles traitent la question d'une façon arbitraire.

De véritables assurances sociales, qui sont basées sur un autre système économique que le régime capitaliste ne pourront être obtenues par la classe ouvrière qu'au moment où elle aura conquis le pouvoir et modifié les bases mêmes de l'économie. Le régime capitaliste ne peut pas plus donner de véritables assurances sociales que modifier lui-même les bases de son économie et de sa domination politique. Le mot d'ordre « pour de véritables assurances sociales » sans l'explication qu'il est irréalizable sans la révolution prolétarienne est dangereux parce qu'il crée dans la classe ouvrière l'illusion qu'il est possible d'obtenir quelque chose de « véritable » (et non des réformes) en régime capitaliste sans le détruire.

Aujourd'hui la tâche du P. C. est de mener une campagne vigoureuse autour des mots d'ordre « contre le versement ouvrier, pour l'assurance-chômage » afin de grouper dans la lutte pour ces mots d'ordre les larges masses qui sont mécontentes de cette loi d'escroquerie. Afin de lier les revendications les plus modestes du prolétariat au but final, le parti ne doit pas plus abandonner un seul instant l'agitation pour des assurances sociales véritablement prolétariennes que les ouvriers ne pourront obtenir dans cette société, ce qui leur procurera une fois de plus que dans la Révolution ils n'ont rien à perdre, mais tout à gagner.

Uniquement de ce point de vue, le parti aurait dû prendre une position à l'égard de la loi des assurances sociales. La direction du parti a abandonné la méthode marxiste pour résoudre les problèmes et c'est pourquoi elle était obligée de faire, dans cette question comme dans les autres, tous ces zig-zags dangereux qui ont oscillé entre le mot d'ordre « organiser des caisses d'assurances spontanées » et celui de « réalisation des assurances sociales soviétiques » sous le ministère Tardieu pour en fin de compte arriver à une position juste « contre le versement ouvrier et pour l'assurance-chômage ». L'empirisme qui a amené le parti à cette position juste a en outre entraîné inévitablement, par suite de cet empirisme, un mot d'ordre confusionniste « Pour de véritables assurances sociales ».

Analysons ces trois mots d'ordre. Les deux premiers appellent simplement les travailleurs à la lutte pour des assurances sociales qui les libèrent partiellement des charges que la loi actuelle leur impose, c'est-à-dire à la lutte pour une revendication partielle, pour une réforme qu'il est possible

d'arracher à la bourgeoisie. Mais le troisième mot d'ordre qui appelle à la lutte « pour de véritables assurances sociales » pose d'abord la question : « Est-il possible d'obtenir de véritables assurances sociales en régime capitaliste? » Lancer ce mot d'ordre sans répondre à cette question est un non-sens.

De véritables assurances sociales, c'est-à-dire des assurances qui seraient entièrement en faveur des ouvriers exigeraient que toute l'économie et par conséquent le système de domination (l'État) soient bâties en faveur de l'ouvrier, parce que de véritables assurances sociales engloberaient non seulement les questions d'incapacité de travail ou de chômage, mais toute sa vie, en commençant par la question du logement, en passant par la question culturelle, pour finir par la question de l'enfant qui modifie complètement les relations familiales.

De telles véritables assurances sociales, qui sont basées sur un autre système économique que le régime capitaliste ne pourront être obtenues par la classe ouvrière qu'au moment où elle aura conquis le pouvoir et modifié les bases mêmes de l'économie. Le régime capitaliste ne peut pas plus donner de véritables assurances sociales que modifier lui-même les bases de son économie et de sa domination politique. Le mot d'ordre « pour de véritables assurances sociales » sans l'explication qu'il est irréalizable sans la révolution prolétarienne est dangereux parce qu'il crée dans la classe ouvrière l'illusion qu'il est possible d'obtenir quelque chose de « véritable » (et non des réformes) en régime capitaliste sans le détruire.

Aujourd'hui la tâche du P. C. est de mener une campagne vigoureuse autour des mots d'ordre « contre le versement ouvrier, pour l'assurance-chômage » afin de grouper dans la lutte pour ces mots d'ordre les larges masses qui sont mécontentes de cette loi d'escroquerie. Afin de lier les revendications les plus modestes du prolétariat au but final, le parti ne doit pas plus abandonner un seul instant l'agitation pour des assurances sociales véritablement prolétariennes que les ouvriers ne pourront obtenir dans cette société, ce qui leur procurera une fois de plus que dans la Révolution ils n'ont rien à perdre, mais tout à gagner.

Rosémy.

Au comité central de chômeurs

La dernière réunion avait été essentiellement une réunion de travail; toutefois il faut signaler l'absence d'un assez grand nombre de délégués.

Des informations provenant des quarante Comités déjà formés ont été apportées. Les principales signalent des cas de baisse de salaires, comme à « la Fournaise », à Courbevoie, où l'on a débouché pour procéder ensuite à un réaménagement à un taux inférieur, ainsi que des cas d'usines où l'on continue à faire des heures supplémentaires (« avions Hanriot » à Bezons, Chantiers de la Loire, qui travaillent pour la marine, etc...). Le Comité central des chômeurs a étudié la question de l'intervention des chômeurs auprès des ouvriers travaillant dans ces usines; déjà à Ivry, une intervention a été faite à la porte d'une boîte, pour avertir les ouvriers. On a signalé le cas d'une expulsion d'un chômeur pour n'avoir pas payé son loyer et aussi le retrait de la carte

de la scission. Le manifeste des 22 n'est donc pas une véritable base d'unité syndicale. Il ne représente qu'une base d'unité réformiste. Comment tel il constitue un danger qui serait d'autant plus grand si la C. G. T. U. laissait quelque doute quant à sa position sur l'unité syndicale, aux intentions de ses dirigeants à l'égard des minorités et de la démocratie syndicale. A ce titre, bien des fautes ont été commises. Il en est de récentes comme celles de la Fédération des Cheminots aux élections du Conseil Supérieur des Chemins de fer qui ne sont pas de nature à amener la C. G. T. U. comme les faits l'ont démontré et qui sont loin d'être annonciateurs de l'emploi d'une tactique juste par la majorité.

Les ouvriers lutteront-ils?

La majorité, pour masquer ses propres erreurs, a déformé constamment notre point de vue. Au seul de ses nouvelles fautes elle s'emploie déjà à déformer nos avertissements.

Si nous parlons de « Défensive », de « front unique » contre ses mots d'ordre « offensifs » c'est, dit-elle, que nous croyions que les ouvriers ne lutteront pas pendant la crise. Nous avons combattu le fatalisme de la majorité qui présentait l'essor révolutionnaire des ouvriers comme conséquence inévitable de la crise. Nous pensons que le stade actuel de la crise n'est pas non plus le stade des grandes luttes, mais nous avons la certitude que les ouvriers lutteront pour se défendre contre l'offensive patronale. La question qui importe c'est de savoir qui les guidera. Par une tactique aventurrière les laisserons-nous désarmés devant le patronat comme à Angers, les rejeterons-nous dans les bras des réformistes qui les traitent comme dans le Nord ou bien prendrons-nous leur direction en nous liant étroitement à eux par une bonne tactique?

La question des mots d'ordre politiques et des dangers de guerre

Nous avons été accusés de « sous-estimation », de « négation » des dangers de guerre en particulier à l'occasion du 1^{er} août dernier. De quoi s'agit-il?

Nous avons combattu la théorie de la majorité de la croissance mathématique de l'imminence des dangers de guerre. Nous avons indiqué la permanence de ces dangers et comment ceux-ci pouvaient prendre un caractère d'imminence. Nous avons condamné le système qui consistait à donner en permanence la place prépondérante à l'agitation sur cette question en négligeant les revendications ouvrières. Ceci en période d'essor pour le capitalisme français.

La crise économique met à l'ordre du jour la question des dangers de guerre et la politique à l'égard de l'U. R. S. S. en particulier. Or, c'est précisément à ce moment que nous nous organisons cette question se voit délaissée à l'arrière-plan. Exemple typique des conséquences de la gestation révolutionnaire substituée à un travail sérieux.

de chômeur dans le vingtième arrondissement pour distribution de tracts. Ce sont des faits contre lesquels une réponse énergique s'impose sans retard.

Une confusion règne encore sur le rôle même des Comités de chômeurs; un délégué a posé la question de la création par les Comités de soupes populaires, c'est-à-dire d'envisager ceux-ci comme des organisations de secours et non comme des organisations de lutte. C'est des municipalités et des pouvoirs publics qu'il faut exiger des mesures contre le chômage, c'est contre le régime responsable de la crise qu'il faut mener la lutte, la solidarité prolétarienne ne pouvant d'ailleurs matériellement pas jouer dans les circonstances actuelles.

A cette réunion, aucune question de tactique, de mots d'ordre n'a été soulevée. Ce qui apparaît, en plus des erreurs politiques déjà signalées, c'est de la part des organisations révolutionnaires, P. C. et C. G. T. U., un manque d'impulsion dans la lutte contre le chômage. La création des Comités de chômeurs n'est pas activée. L'Humanité — un délégué l'a signalé — n'avait pas donné la place qu'il fallait à la lutte contre le chômage. L'appel du Comité central a été mis en dernière page; la campagne n'est pas systématique.

Les travaux du Comité central des chômeurs témoignent du lent développement de l'organisation et de la lutte des chômeurs. Jusqu'à présent, des comités se sont particulièrement développés là où il y a des municipalités communistes, qui ont créé des soupes populaires, qui organisent des secours, etc... En un mot, le côté solidarité est beaucoup plus important que le côté lutte. Dans les autres localités et dans les arrondissements, les comités groupent un nombre de chômeurs inférieur à ceux qui sont inscrits pour les secours.

Les exemples de xénophobie sont nombreux, en particulier dans le Bâtiment. Il a été décidé de donner aux propagandistes des schémas d'intervention sur cette question et de tirer un tract contre la xénophobie.

Le C. C. des chômeurs organise un meeting central le 7 février qui désignera une délégation pour représenter les revendications à la préfecture; il s'est associé à la manifestation du 25 février dont nous parlerons dans la suite.

Un chômeur.

CAMARADES!
IL FAUT LIRE
Ma Vie
Essai autobiographique
par
LEON TROTSKY
3 vol. 16 fr. 50 chacun

L'an I de la
Révolution Russe
par
VICTOR-SERGE
1 vol. 25 frs.

En vente à « la Vérité »
45, Boulevard de la Villette.

I. S. R. C. G. T. U.

Aux syndicats, aux syndiqués de la 26^e U. R. Pourquoi nous avons voté contre le rapport d'activité

Le rapport qui vous est présenté en vue du Congrès de l'U. R. au nom de la Commission exécutive, n'a été adopté que par dix voix alors que sept membres de la C. E. se prononcèrent contre et qu'un autre, le camarade Bouyer des métaux de Tours, s'abstint. Pour quelles raisons avons-nous voté contre le rapport de la majorité?

Parce que nous considérons qu'il ne pose pas clairement devant les syndicats unitaires de la 26^e U. R. les problèmes de la période écoulée auxquels sont liés le réel des syndiats unitaires sur le terrain de l'influence et de l'organisation. Partant, le rapport de la majorité ne permet pas aux syndicats de se tracer une ligne claire dans la situation présente.

Les perspectives
Le rapport de la majorité constate — naturellement — la justesse de ses perspectives. Il s'appuie sur cela sur la constatation du fait que le capitalisme français est atteint à son tour par la crise économique. La majorité tente de réduire les discussions de la dernière période à ces deux positions : « Nous, majorité, nous disions que la France serait atteinte par la crise économique. Les faits prouvent que nous avions raison. Ceux qui étaient en désaccord avec nous affirmant le contraire, avaient des perspectives de consolidation du capitalisme — de quarante années de paix sociale pour employer une formule désormais célèbre.

Procédé simpliste, dont nous avions d'ailleurs prévu l'utilisation. Il ne suffit pas de proclamer « La crise est là, nous avons eu raison de l'annoncer ». Il faut aussi examiner quand on a affirmé l'existence de la crise, les conclusions que l'on en a tirées, les répercussions qu'elles ont eues sur le mouvement. Alors la question des perspectives ne devient plus aussi simple et l'affirmation de la majorité sur la justesse de ses perspectives ne devient plus qu'une formule vide de sens. Les « perspectives » de 1928-30 ont été celles de l'existence de la crise en France, de la négation de son essor de la crise en France, de la radicalisation industrielle pendant cette période, de la radicalisation des masses, perspectives dont on tirait comme conclusions : la mise au premier plan d'objectifs politiques aux mouvements de la classe ouvrière. C'est là le fait. Ces « perspectives » se sont ré-

véloes complètement erronées. Elles n'ont pas permis à la CGTU de profiter de la période d'essor industriel. Son erreur sur l'appréciation de la radicalisation et les déductions qu'elle en tirait ont amené une rupture avec les masses, une chute d'influence et d'effectifs de la CGTU.

Si ceux qui parlaient de quarante années de paix sociale, qui avaient des perspectives de consolidation du capitalisme avaient une position fautive, celle de la majorité ne l'était pas moins. Cette dernière tente de nous assimiler aux premiers uniquement pour embrouiller les questions à son profit.

Les discussions au sein de la C. E. n'ont pas porté sur la perspective de la crise présente, mais sur la situation dans le moment et les conclusions pratiques qu'en tirait la majorité (grèves politiques, mots d'ordre du 1^{er} mai, du 1^{er} août). Ces divergences sont présentées absolument inexactement dans le rapport de la majorité. Celle-ci tablait sur une radicalisation des masses, prête à la lutte sur des mots d'ordre politiques. Nous laissons pas d'accord sur cette appréciation de la radicalisation démentie par les faits (recul d'influence du P. C., de la C. G. T. U., perte d'effectifs). Nous étions pour la mise au premier plan des mots d'ordre revendicatifs (dans la période où l'essor industriel n'était pas parvenu à la formule de « grève politique » comme mot d'ordre et le jeu anarcho-syndicaliste de la grève générale.

Sur ce point, ce sont nos perspectives qui se sont avérées justes et non celles de la majorité. Aujourd'hui, le mot même de « radicalisation » est rayé du vocabulaire majoritaire, la chute d'influence et d'effectifs est un fait tellement brutal qu'elle ne peut être niée si l'on tente encore dans le camp majoritaire de discuter sur les motifs. Le mot d'ordre de « grève politique » a peine lancé pour le 1^{er} août a été abandonné. Les dangers de guerre, hier au premier plan, sont relégués bien en arrière.

Ceci a représenté le « tournant » dans la politique de la majorité confédérale, tournant qui a coïncidé avec l'apparition de la crise économique politique aux mouvements de la classe ouvrière. C'est là le fait. Ces « perspectives » se sont ré-

Hier, avant la crise, la majorité disait : crise, donc radicalisation, essor révolutionnaire, mots d'ordre politiques. Puis, elle recule sur toute la ligne. Aujourd'hui, la crise est là, elle ne parle plus de radicalisation et abandonne les mots d'ordre politiques.

Comment après cela, est-il possible de prendre au sérieux son affirmation sur la justesse de ses perspectives et de sa politique. Les conséquences négatives de cette politique doivent être soulignées fortement.

L'influence de la C. G. T. U.
L'influence de la C. G. T. U. a baissé considérablement. Un exemple typique nous est fourni par les élections au Conseil Supérieur des Chemins de fer dans une corporation où la C. G. T. U. avait jusqu'ici une influence dominante. Les unitaires ont perdu 4000 voix. Dans notre Union Régionale, ce qui s'est passé à Angers, dans un moment d'effervescence ouvrière est également démonstratif de notre rupture avec les masses. Le rapport de la majorité dit : grève déclenchée suivant nos mots d'ordre. Mais nous n'avons pas dirigé... Comment expliquer que nous n'ayons pu diriger une grève déclenchée sur nos mots d'ordre? Ce qui est vrai, c'est que les ouvriers ont agi dans le sens qu'indiquaient nos mots d'ordre mais se sont refusés à notre direction.

Les effectifs? La direction confédérale ne nie plus leur baisse. Nous n'avons pas de données exactes, mais certains chiffres permettent d'en mesurer l'importance. L'U. R. du Nord avait délivré en 1927 : 424.592 timbres; en 1928 : 400.434; en 1929 : 382.510; en 1930 : 249.987. Notre Union régionale a délivré 2.600 timbres de moins en 1929 qu'en 1928. Elle en perdra au moins autant en 1930.

Lorsque nous indiquions ces résultats on nous a taxé de pessimisme. Lorsque nous avons crié : « attention! » on a répondu : « trahison ».

Les tâches du moment présent
Nous sommes maintenant dans la crise. Elle atteint notre région. Contrairement à la « logique » de la majorité, elle n'amène pas présentement une radicalisation des masses, mais au contraire un recul que démontre l'acceptation de diminutions de salaires, la croissance d'un courant de xénophobie chez les ouvriers. Nous entrons en pleine offensive patronale. Si les conditions dans lesquelles sont déterminés les salaires des cheminots et des fonctionnaires font que présentement l'attaque contre leurs salaires n'a pas encore pris un caractère décisif, il est évident qu'elle est en préparation. L'heure est à l'organisation de la défensive. Ne pas comprendre clairement cela, c'est condamner à nouveau nos organisations à l'impuissance. Le confusionnisme de la majorité dans les mots d'ordre sur les salaires semble bien démontrer que nous ne sommes pas encore dans la voie qui nous rapprochera des masses.

Nous devons mettre fortement en avant les mots d'ordre de lutte contre la diminution des salaires, pour la journée de sept heures sans diminution des salaires, exonération des loyers, relèvement des indemnités de chômage.

Devant le développement d'un courant de xénophobie dans la classe ouvrière, il importe de développer un grand travail sur la question des ouvriers étrangers.

La revendication de l'assurance chômage vient parfaitement à son heure. Ces mots d'ordre doivent être adaptés à chaque situation corporative et locale.

Dans la mesure où nous nous montrerons aptes à organiser la défensive nous pourrions prétendre guider la classe ouvrière dans son passage à l'offensive.

Les problèmes du front unique et de l'activité syndicale
Ce qui caractérise la situation présente c'est la position défensive de la classe ouvrière. Pour déterminer notre tactique, cette appréciation ne suffit pas. Les rapports de force dans la classe ouvrière sont un élément important. Ceux-ci sont caractérisés par le recul des organisations unitaires et les progrès réformistes.

Ils posent donc pour notre tactique, la question du front unique, abandonnée pendant la dernière période, reprise par la majorité en paroles mais non en fait. Le retour à la tactique du front unique est particulièrement imposé par la situation défensive de la classe ouvrière, la consolidation réformiste et notre recul. Elle peut nous permettre de reprendre contact avec les masses, de créer des conditions favorables à la lutte, au regroupement de la classe ouvrière.

Sur cette question, la position de la majorité n'est que pur verbiage. L'interdiction de tout compromis avec les organisations réformistes, la limitation du front unique aux « comités de lutte » existants ne sont que caricatures du front unique. Le chômage nous permet une juste application de la tactique du front unique élaborée suivant les conditions données de chaque corporation.

C'est la tactique du front unique qui peut être la voie de l'unité syndicale. La C. G. T. U. doit affirmer sans détours qu'elle reste toujours résolument partisan de l'unité syndicale. Comment celle-ci est-elle possible? Uniquement par la reconnaissance du libre jeu des tendances dans l'organisation syndicale.

Pourquoi et par qui l'unité syndicale a-t-elle été brisée? Elle a été brisée par les réformistes, pour empêcher le développement de la tendance révolutionnaire. Les réformistes ont pris pour base à leur tentative de justification de scission avec le fétiche de la charte d'Amiens, la négation du libre jeu des tendances.

Or, aujourd'hui, la question de l'unité syndicale est posée par les « 22 »; que nous proposons les « 22 » comme base d'unité syndicale? Précisément la charte d'Amiens et la même négation du libre jeu des tendances, c'est-à-dire les bases

De plus, si une période d'essor suppose une action développée des masses sur les mots d'ordre revendicatifs beaucoup plus que sur des mots d'ordre politiques, il peut en être autrement dans la période de crise en raison même des difficultés auxquelles se heurtent les masses et des possibilités de manœuvre du capitalisme.

Ces facteurs : défense de l'U. R. S. S., perspectives de luttes possibles sur des mots d'ordre politiques nous amènent à préconiser un mot d'ordre étroitement lié à la situation économique actuelle de la classe ouvrière atteinte par le chômage : celui de la collaboration économique avec la Russie soviétique.

Conclusion
A une politique zigzagante dont les résultats ont été désastreux pour la CGTU, nous avons opposé et nous opposons une politique vivante et souple correspondant aux étapes diverses de la lutte. Nous luttons contre une politique, mais non contre la C. G. T. U. Cela nous a valu et nous vaut bien des injures. Elles ne nous ont pas fait départir un seul instant de notre attitude. Les insinuations d'aujourd'hui du rapport de la majorité n'y changeront rien.

Nous appelons les syndiqués à comprendre qu'être révolutionnaire ne consiste pas à ne pas tenir compte de la vérité et des faits, que cela consiste au contraire à les voir clairement et que c'est seulement ainsi que l'on ouvre utilement pour la Révolution prolétarienne. Les syndiats de la 26^e U. R. qui se dégagent des phrases creuses, qui ne se laisseront pas influencer par les campagnes tapageuses et mensongères comprendront que l'opposition de la 26^e U. R. n'est pas une association d'« agents de la bourgeoisie » (style de la majorité), mais lutte pour un redressement nécessaire des syndiats unitaires, lutte ainsi pour la C. G. T. U. dans la véritable voie qui mènera la classe ouvrière au pouvoir. Ils se rangeront à ses côtés.

Dognon, secrétaire général du Syndicat P. O. de Tours.
Glunaud, secrétaire administratif du syndicat P. O. de Tours.
Gardien, archiviste du syndicat P. O. de Tours.
Goineau, trésorier adjoint du syndicat P. O. de Tours.
Peumier, des municipaux de Tours.
Griffault, du syndicat de Tours-Etat.
Bernard, du syndicat des Employés.
membres de la Commission exécutive de l'Union régionale.
Le camarade Griffault ayant voté contre le rapport d'activité à la C. E. donne son adhésion à la présente déclaration faisant toutefois des réserves sur le passage ayant trait à l'unité syndicale.
Sur la base de la présente déclaration les camarades Dognon, Glunaud, Gardien, Goineau, Peumier, Griffault, Bernard posent leurs candidatures à la Commission Exécutive.

Dans le Parti et les Jeunesses

Dans le parti italien

Du « cas Girone » au « cas Vecchi-Comini »

Tous les camarades ont noté à propos du « cas » Vecchi-Comini la débâcle qui s'est manifestée dans les organes de direction du parti communiste italien et français. *L'Humanité* a traduit ses « réserves » faites par le Bureau Politique du P.C.F. sur le cas Vecchi, dans l'invitation faite aux ouvriers de ne pas se salir les mains avec un « provocateur brulé ». Quant à la direction du P. C. Italien elle a prouvé encore plus visiblement sa débâcle en face de l'offensive réactionnaire-policière. Elle a été foncièrement incapable de prendre une mesure d'organisation tant soit peu minime, et de donner une directive politique susceptible de défendre l'organisation du parti et de mobiliser pour la défense de ce dernier la masse ouvrière. Dans la tentative d'effacer le trouble produit dans la base par la légèreté et l'incapacité dont le Centre dirigeant du parti a fait preuve dans le cas Comini, le Secrétaire du parti italien fait publier sur la presse officielle (*Vie prolétarienne*, etc.), un article où il cherche à donner finalement une explication « suffisante ». Mais voilà que la reprise, bien que soigneusement préparée depuis longtemps, est pire que la déchirure. Suivant la nouvelle explication du cas Comini, il résulte :

Le tournant dans la section italienne du S.R.I.

Tout le monde connaît, désormais, les conséquences politiques et d'organisation que le « tournant » décidé par la direction actuelle du parti italien a eu sur le parti italien lui-même. Toutes les positions politiques défendues par la direction se sont avérées foncièrement fausses, et tout le travail d'organisation basé sur un plan où l'opportunisme se mêlait à l'ignorance la plus absolue sur les conditions de la base, au lieu de renforcer le rôle d'avant-garde du parti vis-à-vis de la classe ouvrière, l'a rejeté encore plus en arrière. Mais ce qui n'est pas encore connu, ce sont les conséquences que le même « tournant » a provoqué dans les organisations de masse qui, dans la situation actuelle, se trouvent à cent pour cent sous le contrôle de la direction du parti.

Nous nous bornerons à signaler, aujourd'hui, ce qui arrive dans la section italienne du S.R.I.

Pendant les années 1928-29, on avait réussi, surmontant des difficultés énormes, à créer un système de liaison du Secours Rouge, qui sans être parfait, pouvait être considéré satisfaisant. Par ce système, plusieurs centaines de familles des victimes politiques recevaient presque régulièrement, pour elles et pour leurs emprisonnés, la solidarité tangible du prolétariat international. La caractéristique de ce système était qu'il réduisait au minimum le risque pour les familles qui recevaient l'argent et pour ceux qui devaient le transmettre, qu'il permettait un contrôle sévère sur les sommes destinées à chaque famille, qu'il établissait une liaison étroite entre la section italienne du Secours Rouge et les familles des emprisonnés, qu'il donnait la possibilité de son élargissement à d'autres victimes avec un minimum d'effort. Dans la situation italienne, telle quelle est maintenant, ce système présentait et présente toujours, le maximum d'avantages politiques, financiers et d'organisation.

En même temps, dans les années 1928-29, le problème des victimes du fascisme était d'une façon vivante et presque sans interruption, agité dans la presse de langue italienne et internationale. Chacun se souvient des campagnes de presse pour les meurtres de Sozzi et Riva, pour sauver la vie aux camarades Terracini et Gramsci, pour imposer un traitement moins bestial aux ensevelis dans les bagnes de St. Stefano et autres lieux d'Italie. A la suite de ces campagnes qui ont ému les prolétaires d'Europe, avait surgi et s'était développé le mouvement des « Patrimoniaux », au sein desquels les ouvriers italiens de toute tendance, résidents à l'étranger, luttaient ensemble pour la défense et pour l'aide aux victimes du fascisme.

Avec le « tournant » tout cela est fini. La section italienne du S. R. I. elle aussi a été réduite au néant. Au lieu de développer toujours plus son activité, on a fini par stériliser et par démolir tout ce qui fut créé dans le passé.

Des faits caractéristiques le démontrent. Avant tout, les campagnes de presse pour la défense des victimes du fascisme italien ont entièrement cessé dans la presse du parti communiste et du S.R.I. Cette défense est en train de devenir le monopole des « social-fascistes », c'est-à-dire, de la concentration antifasciste et de la Lidu.

Pendant que le fascisme fléchissait à Trieste quatre jeunes nationalistes slovènes, la section italienne du S.R.I. a trouvé le moyen de voter un ordre du jour pour se solidariser avec la direction du parti dans sa lutte contre les « opportunistes », mais elle n'a pas trouvé le temps d'écrire une ligne pour flétrir l'assassinat que le fascisme préparait et pour appeler les masses à la défense des victimes destinées aux bureaux fascistes.

Après l'affaire de Sartrovic, tandis que la police française aidée par les consuls italiens, traquait des centaines d'ouvriers absolument innocents, la section italienne du S.R.I., suivant l'exemple du B. P. du P. C. I., a gardé le silence.

Depuis quelques mois, déferlé sur l'Italie une nouvelle vague de répression inouïe. Des centaines et des milliers d'ouvriers communistes et sympathisants ou soupçonnés tels, sont jetés dans les geôles fascistes, où des scènes effroyables se produisent. Des camarades sont battus, martyrisés, tués, pire que des chiens. Tout récemment on a brûlé les bras à un camarade pour le contraindre à avouer des choses qu'il ne connaissait pas. Dans les îles de déportation, la répression sévit sans trêve. A la suite de la réduction des « assignes », des protestations se sont produites à la suite desquelles plusieurs camarades, dont certains très gravement malades, ont été arrêtés, frappés, déferlés devant le Tribunal et condamnés à plusieurs mois de prison.

Eh bien ! Que fait le S.R.I. ? Rien. Quelques lignes de temps en temps tirés d'autres journaux, et c'est tout.

L'opposition communiste italienne.

1) Qu'avant le 15 juillet « Cominis » n'était pas un provocateur. Que l'arrestation des camarades Ravera et Gill ainsi que du camarade Tosin opérée le 12 juillet ne serait donc pas à imputer au dit Comini.

Cette explication contredit la précédente donnée par le Secrétariat et qui attribuait précisément à Comini l'arrestation de ce groupe de camarades. Nous voyons dans la nouvelle version la continuation de la théorie d'Ercoli, déjà défendue par lui à l'occasion de l'arrestation du camarade Giovetti à Gènes à la suite des menées du provocateur Ugo Osteria. Dans ce cas aussi on refusait de reconnaître l'œuvre du « provocateur » Osteria et l'on rejetait la responsabilité non sur la légèreté de la direction qui n'avait pas voulu tenir compte des avertissements sur Osteria ; mais sur la légèreté du camarade qui aurait « mal exécuté les instructions du Centre ».

Même chose à présent. Uniquement préoccupée de sauver son propre « prestige » la Direction cherche à faire croire aux camarades que Comini, — provocateur selon elle, depuis le 45 juillet, — est étranger à l'arrestation du groupe Ravera, survenue au 42 du même mois. C'est d'une telle manière qu'on prétend lutter contre les provocateurs et contre les « paniquards ». On ne fait ainsi qu'appliquer la véritable méthode anti-communiste qui veut, pour sauver le prestige de la bureaucratie du Centre, qu'on cache soit au Parti, soit aux ouvriers les erreurs et les faiblesses de ce Centre. Méthode qui, dans la pratique, amène à couvrir les provocateurs, crée la méfiance, sème la panique néfaste à la vie et au développement de notre Parti.

2° Deuxième confession à souligner : Comini « étoffe de provocateur », comme il est défini par la presse officielle, a pu monter aux postes plus délicats du fonctionnement du Parti en Italie, grâce à son « zèle » dans la lutte contre l'Opposition.

3° Quant aux prétendus contacts de Comini avec notre opposition, il est prouvé ce qui suit :

Le Centre du Parti affirme qu'il avait écrit la certitude que Comini était un provocateur dès sa sortie d'Italie. Et bien, ce Centre du Parti a convoqué un de nos camarades (Feroce) le premier dimanche de septembre 1930 à un rendez-vous avec un envoyé de la Direction, prétextant la restitution d'une machine à écrire. Notre camarade s'en fut au rendez-vous où il trouva Comini muni d'un billet signé par un des membres du secrétariat du Parti et avec lequel on le somma de remettre à Comini,

Reponse à la rédaction de la « Vie prolétarienne »

J'ai lu dans le dernier numéro de votre journal la note en bas de l'article sur les provocateurs. Je ne veux pas discuter des raisons qui peuvent vous avoir poussé à mêler la question de la machine à écrire à vos attaques contre la nouvelle opposition. Je veux simplement rétablir la vérité des faits et souligner une fois pour toutes que :

1) Etant en possession d'une machine à écrire du parti, j'ai demandé en son temps à l'utiliser pour travailler et gagner ma vie. Ce que le secrétariat du parti, par une lettre signée Ercoli, m'a accordé ;

2) Le 9 septembre une dame inconnue (N. d. la R. : la dame en question était la femme de Comini) se présentait chez moi, porteur d'un billet signé Ercoli et qui me priait de remettre au porteur la machine dont le parti avait en ce moment besoin.

La signature contrefaite du billet et le caractère inconnu de la dame qui le portait, ne pouvaient évidemment me conseiller de refuser poliment de livrer la machine dans ces conditions. J'ai donc remis à la dame un autre billet où je réclamaux un rendez-vous avec quelqu'un de connu de moi auquel je pourrais livrer en toute sécurité la machine. Manière d'agir sérieuse en ligne générale, et d'autant plus nécessaire pour éviter toute possibilité de discussion ou de chicane à la suite.

3) Mon billet n'a jamais reçu de réponse. Pour ma part, je n'aurais eu la possibilité de faire aucune démarche pour la consigne ne sachant où ni à qui m'adresser.

Tout ceci bien fixé, il est clair que la machine demeure propriété du parti et elle est à sa complète disposition pourvu que les modalités de la restitution soient sérieuses.

Mêler à cette affaire toute personnelle, quelque chose d'autre que moi, ce serait de la mauvaise foi manifeste.

Paris, le 20 janvier 1931. Salutations P. A.

Le Gérant : P. FRANK.

Comment la bourgeoisie entend surmonter la crise

Ces différentes mesures en vue de diriger la crise : conférences d'actions concertées, cartels, union, influence accrue et directives des grands syndicats patronaux sans cesse plus puissants, mieux organisés et plus liés nationalement et internationalement (comités des Forges, Union des industries chimiques, Comité de la laine, du textile, etc...) peuvent-elles aider vraiment le capitalisme dans la crise. Il est certain que dans une période de crise aiguë et profonde, toutes les grandes tentatives de capitalisme pour s'organiser sont vouées à l'échec le plus complet ; il n'est pas moins vrai qu'entre certaines limites de dépression qui semblent à peine atteintes actuellement, le capitalisme peut, par les moyens examinés, tenir plus ou moins mal et empêcher que sa situation politique n'empiète aussi vite que le rythme de la crise économique.

Sur le plan financier, diriger la crise veut essentiellement dire (suivant l'expression de Desirier) « qu'il soit établi un barrage à l'inflation des salaires ». Il est bien évident que cette direction de la crise du capitalisme devra s'effectuer dans la pratique sociale. Cette paix sociale ne sera obtenue que par une lutte sans merci contre les organisations révolutionnaires, parti communiste et C. G. T. U., lutte qui sera menée des deux manières habituelles : répression aggravée en vue de désorganiser les organisations révolutionnaires ; soutien non équivoque des organisations réformatrices : S. F. I. O. et C. G. T. U. Ce soutien étant accompagné de la mise en jeu de la politique sociale patronale (contrôle de l'esprit) du personnel, de son moral au moyen d'œuvres d'assistance, diverses ou de facilités, cantine, habitations, médecins, etc.)

Le rôle des S.F.I.O. et de la C.G.T. U. est de servir toujours de tampon entre le patronat et la classe ouvrière. Dans la crise les chefs des deux organisations s'efforcent de retenir le plus longtemps possible l'entrée de ceux qui travaillent et de chômeurs dans la bataille et, au moment de la bataille, de manœuvrer pour aboutir à un com-

Une réponse qui est une affirmation

L'Avant-Garde après avoir mené une campagne électorale contre Chavegard s'est refusée à insérer une lettre de ce dernier en proclamant qu'elle n'était pas un journal de polémique ! On ne l'aurait pas cru depuis un an !

C'est sans doute pour ne pas faire de polémiques que l'Avant-Garde ne répond pas à la question que nous avons posé aux dirigeants régionaux en ce qui concerne l'attitude d'Emile Noël pas plus que celles que nous avons posées à Gohard.

Mais pourtant, les dirigeants régionaux ont exigé de Bourgognon qu'il réponde à l'information

publiée par la Vérité concernant son remplacement au secrétariat régional par Biéret.

Bourgognon confirme totalement ce que nous avons dit. Il ne suffit pas de déclarer qu'il est totalement d'accord avec la désignation de Biéret. Il faut expliquer les raisons politiques de ce changement dans le secrétariat, et Bourgognon ne le fait pas. Les bureaucrates dirigeants ne l'ont pas fait non plus. Et cela démontre amplement que nous avions vu juste.

Bourgognon déclare « que les remarques qu'il croit nécessaire de faire, il les fait dans le parti et non en face de lui ». Ceci s'adresse à l'opposition. Mais Bourgognon oublie une simple chose, c'est que les camarades de l'opposition ont été exclus du parti et partant n'ont plus la possibilité de faire leurs remarques dans le parti.

Su Gohard, Bourgognon assimile nos questions à ce que disent les socialistes. C'est un peu facile. Mais cela ne répond à rien. Nous avons posé en ce qui concerne Gohard, des questions des plus précises. Elles sont restées sans réponses. Il faut croire qu'elles sont bien gênantes. Faudra-t-il que nous les renouvelions ?

Les silencieux

Combien de lances la bureaucratie ne rompt-elle pas les années passées contre les « silencieux » qui manifestaient ainsi contre la politique du parti. Maintenant, ce sont les cent pour cent qui comptent dans leurs rangs les « silencieux » tels le jeune Biéret devenu secrétaire régional sans que beaucoup de membres du parti connaissent le son de sa voix.

Les bureaucrates régionaux sont silencieux quand on leur pose la question des agissements d'Emile Noël. Le journal socialiste félicite cette semaine Emile Noël. Il a parfaitement raison de son point de vue et ici ce cas concret démontre clairement qu'il n'y a rien de commun entre l'opposition et la social-démocratie. Mais où il y a des traits communs c'est entre la social-démocratie et les droitières tourangeuses genre Emile Noël et ses amis qui ont voté l'exclusion des camarades de l'opposition.

Le Comité régional continuera-t-il à garder le silence sur l'attitude d'Emile Noël ?

Giulio.

Une nouvelle année de la «Lutte de Classes»

Le numéro 25-26 (septembre à décembre 1930) de *La Lutte de Classes* est paru. Malgré le grand retard, et le fait qu'un certain nombre des matériaux publiés auraient pu voir le jour depuis longtemps, il doit être largement diffusé.

AU SOMMAIRE : E. Engels : L'Insurrection de juin 1848. L. Trotsky : Staline théoricien. Rakovsky, Kossior, Mouralov, Kasparova : Déclaration adressée au 16^e Congrès du P. C. R. Lettre d'U. R. S. S. : Sur la déclaration d'avril. Tchou-Dou-Siou : Lettre à tous les membres du P. C. chinois. « Notre parole » : Vue générale sur la situation politique et économique en Chine. Lettre du groupe Octobre ; lettre du Bureau international aux groupes chinois. K. Landau : L'Allemagne à la veille de luttés décisives. M. Schachtman : Le mouvement communiste aux Etats-Unis. F. Glass : Le problème des classes en Afrique du Sud et II. C. J. Frankel : La situation de l'opposition de gauche en Tchécoslovaquie. K. L. : A propos de la Conférence internationale des oppositions de droite. Les Lybres, etc...

Prix de ce numéro double de 141 pages, 5 fr.

Au mois de janvier 1931, la Lutte de Classes est passée sous le contrôle de l'opposition de gauche, qui s'organise ensuite sous le nom de Ligue communiste.

Une nouvelle présentation, un nouveau contenu, en firent la revue théorique mensuelle de l'opposition.

Jetons un bref coup d'œil sur l'année écoulée. La première chose à remarquer, c'est l'irrégularité de la parution. Inutile de s'étendre longuement là-dessus. La rédaction porte la responsabilité de nombreux retards. Ils sont dus, dans l'ensemble, à la multiplicité des tâches qui incombent à la Ligue et à une organisation déficiente du travail.

Pour que la revue remplisse son but, il faut qu'elle paraisse au moins chaque mois. C'est la condition essentielle pour qu'elle atteigne son but d'éducation par la publication d'articles, de discussions, de critiques, au fur et à mesure du déroulement des événements. C'est, d'autre part, indispensable pour la diffusion elle-même de la revue, l'extension du nombre des abonnés et de la vente au numéro.

Pour l'année 1931, la Ligue assurera une parution régulière de la revue. Ce n'est pas qu'une promesse. Nos camarades le vérifieront pratiquement.

Sur le contenu des articles eux-mêmes, il y a deux remarques essentielles à faire. D'abord une insuffisance extrême d'articles concernant la France, et ensuite un manque de lien entre le développement des événements nationaux et internationaux et la publication des articles.

Dans ce deux sens, la rédaction portera son effort : assurer chaque mois une collaboration suffisante sur les questions du mouvement ouvrier français et de la situation française en général, et veiller à ce que se reflètent plus directement dans la revue les événements de la lutte communiste internationale.

Nous devons aussi atteindre trois objectifs :

1° Eduquer les communistes opportunistes, les membres du parti et les sympathisants ;

2° Elargir l'influence idéologique de l'Opposition de gauche ;

3° Contribuer à développer l'idéologie communiste.

Telles sont nos perspectives. Pour les mener à bien, il nous faut l'aide de tous nos lecteurs. C'est pourquoi nous vous demandons :

1° De renouveler votre abonnement lorsqu'il arrive à échéance (l'administration vous en avertit) ;

2° De vous mettre aussitôt en campagne pour trouver des abonnés nouveaux et en même temps nous envoyer des listes d'abonnés possibles à qui nous enverrons des numéros de propagande ;

3° De nous écrire toutes vos suggestions et critiques, aussi bien sur le contenu de la revue que sur sa forme.

Dans cette voie nous devons arriver rapidement à doubler aussi bien le nombre des abonnés que la vente au numéro.

Etant donné le retard apporté à la parution de la revue, nous avons reculé tous les abonnements de deux mois.

Le numéro du mois de Janvier 1931 paraîtra dans les derniers jours du mois.

AU SOMMAIRE : Pour l'anniversaire de la mort de Lénine : Discours prononcé par Lénine au 2^e Congrès de l'I. C. sur la crise mondiale. — Lettres d'URSS. — Bordiga, par Feroce. — Articles et notes sur la situation en France, Espagne, Inde, Indochine, etc...

ABONNEZ-VOUS !

France et col. : 1 an : 30 fr. — 6 mois : 15 fr. Etranger : 1 an : 40 fr. — 6 mois : 20 fr. Compte chèques postal : Naville - 1333-80, Paris. 45, Boulevard de la Villette, Paris 10^e.

DANS LES JEUNESSES

L'assemblée régionale

Le 4 janvier 1931 s'est tenue l'assemblée régionale de la R. P. où devait se discuter le travail fait dans la Région. Mais au lieu de cela nous avons eu deux discours de Semard et de Couetilbas, sur la situation nationale et internationale, sur la crise économique en France et dans les autres pays. Au point de vue discussion sur les tâches, le travail à faire, les raisons de la non-réalisation du travail, les fautes, sur tout cela — rien.

Voici entre autres quelques points des deux discours. Semard : « La Jeunesse communiste est la plus atteinte par le trotskysme ». Couetilbas : « Nous avons perdu 50 pour cent des effectifs dans la R. P. » — sans dire, naturellement, quel raison la J. C. est la plus atteinte par le trotskysme. La raison c'est, que les mots d'ordre de l'Entente ne sont pas expliqués ; pas de liaison du comité régional avec les rayons ; de là, mauvais fonctionnement des rayons, mots d'ordre acceptés sans explications ; de là vient que les critiques des trotskystes étant justes, sont écartées.

Les jeunes se lassent de J. C. à cause du manque d'éducation, du mauvais travail du Comité régional, sa politique du silence et sa fausse analyse des revendications de la jeunesse ouvrière sur les 2 fr. au jeunes à leur sortie de l'école ainsi que les 6 h. avec deux heures d'apprentissage compris dans la journée de h. ; mauvais travail anti-militariste qui entretenant toute une série de fautes ; mauvaise conception du travail chez les adversaires, par l'envoi de lettres ouvertes aux jeunes des organisations adversaires, etc...

Toute une série de fautes non corrigées par la fédération ont permis la diminution de nos effectifs sur le propre avis de Coucou. A l'assemblée, sur 6 camarades qui composaient le bureau régional, un seulement travaillait.

Sur la démocratie, je pense que les camarades des Jeunesses qui ont assisté à l'assemblée, ont eux aussi à parler, car ils ont vu qu'il y a loin de la coupe aux lèvres, car ils ont vu que quand j'ai demandé la parole, je n'ai pu causer que quelques minutes, sans que l'Entente intervienne pour me laisser causer sur le vote, pour savoir si je devais parler ou non. La plupart des copains voulaient m'écouter, mais, comme d'habitude, la voix d'un oppositional n'est pas bonne, car j'aurais eu trop de vérités à leur dire sur toute la marche de notre R. P. et Fédération ; j'étais forcé par le président de quitter la tribune ; voilà ce qu'on fait de la démocratie.

Camarades de J. C., je vous demande s'il est sorti quelque chose de l'assemblée ?

Un jeune, B.

Comment la bourgeoisie entend surmonter la crise

La première partie de cette étude a paru dans le précédent numéro.

3°) — Tentatives d'organisation de la crise dans la paix sociale. Les impérialistes cherchent, devant leur impuissance à enrayer la crise, à la diriger pour en souffrir le moins possible. A l'échelle internationale : ce sont les conférences sous l'égide de la Société des Nations pour « l'action économique concertée ». On peut dire que les résultats sont absolument nuls. Ces tentatives qui sont vouées à l'échec ne cachent que très mal le désir des participants de prendre le meilleur au détriment du voisin. Ces conférences peuvent cependant, pour des questions limitées sur des secteurs plus ou moins restreints, donner des avantages à certains groupes capitalistes et plus spécialement au groupe français du fait de sa forte position en Europe.

Ce sont ensuite les cartels de production et de vente. Ces cartels sont très sensibles aux crises. Chaque participant devant la crise n'a qu'un but « sauver sa peau », chacun joue alors son jeu sans se soucier de discipline vis-à-vis des autres du Cartel tant pour la production que pour les prix. Le cartel disparaît alors tout à la fois du fait des luttes qui se déroulent dans son sein que des attaques de producteurs dissidents n'y ayant jamais adhéré. C'est ainsi que sous cette double poussée devant la crise profonde de baisse continue du prix des matières premières se sont à peu près effondrés les cartels de l'étain et du cuivre. C'est ainsi également que certains cartels résistent encore mais sont assez ébranlés (Pool Canadien du Blé, Cartel de l'acier) pour ce dernier, on prévoit même sa chute qui ne s'est du reste

promis favorable aux intérêts capitalistes. Dans leur besogne les chefs S.F.I.O. se servent d'un côté de la phraséologie sur le danger fasciste, et d'un autre côté, ils spéculeront sur l'ignorance des masses présentant les solutions communistes comme utopiques (voir la formule : « La vraie révolution sociale ne naîtra pas de la misère mais au contraire de la prospérité générale »). En agissant ainsi, ils peuvent longtemps garder leurs places et aider les capitalistes, jusqu'au moment où la classe ouvrière brisera les limites tracées par les réformistes et menacera directement le régime capitaliste. Dans ce dernier cas, les capitalistes recourront aux organisations fascistes et les seuls guides de la classe ouvrière resteront le P. C. et la C. G. T. U.

Il ne faudrait pas croire cependant que le capitalisme ne compte que sur les chefs réformistes pour le défendre ; il cherche à utiliser les chefs socialistes mais en dehors de cette utilisation, le capitalisme renforce constamment ses moyens de répression. L'augmentation du budget de police de 90 millions pour la Ville de Paris et l'augmentation du nombre des files de 900 pour la Région parisienne sont tout à fait caractéristiques. La police parisienne a de plus été considérablement renforcée ces dernières années. Quant à l'organisation nationale des gardes mobiles, elle a montré toute sa force et ses possibilités combattives dans les quelques escarmouches qu'elle a eues avec la classe ouvrière. Ces mesures indiquent assez bien le sens que le patronat veut imprimer à ce qu'il appelle sa « direction de la crise ». L'un des buts essentiels de cette « direction » est en effet d'empêcher la crise économique de se transformer, si elle doit s'aggraver (et le capitalisme le craint) en une crise du régime lui-même.

Le rôle des S.F.I.O. et de la C.G.T. U. est de servir toujours de tampon entre le patronat et la classe ouvrière. Dans la crise les chefs des deux organisations s'efforcent de retenir le plus longtemps possible l'entrée de ceux qui travaillent et de chômeurs dans la bataille et, au moment de la bataille, de manœuvrer pour aboutir à un com-

carte de travailler. Les nouvelles demandes d'entrée des travailleurs étrangers ne seront accordées qu'à elles favorisent nettement des groupes importants. Quant aux expulsions d'ouvriers étrangers révolutionnaires et actifs, elles seront forcées dès les premières luttes. Le patronat français compte beaucoup sur la forte proportion du prolétariat étranger en France (près de trois millions d'ouvriers dans l'agriculture et l'industrie) pour imposer plus facilement les diminutions de salaires qu'il prépare. Il exigera des ouvriers étrangers qu'ils restent tranquilles, il mobilisera sa presse asservie toute occasion contre « les agitateurs du dehors » qui viennent priver de travail les ouvriers français.

Où conduisent tous ces remèdes ?

Ces remèdes, comme tous les grands remèdes capitalistes, fournissent de contradictions ; les principales semblent être :

1°) — L'impossibilité qu'il y a pour le capitalisme français à protéger à la fois son agriculture par l'élevation des tarifs douaniers et à défendre son industrie que l'élevation de ces tarifs douaniers expose à des représailles étrangères qui nuiront à ses exportations de produits industriels.

2°) — L'impossibilité qu'il y a de concilier la baisse des salaires dans la « paix sociale » avec des prix intérieurs élevés, conséquence d'une protection agricole renforcée et de la nécessité où seront placés les industriels français d'augmenter les prix sur le marché intérieur pour les abaisser à l'exportation afin de sauvegarder leurs débouchés extérieurs.

Que reste-t-il vraiment de tous ces « remèdes » ?

1°) — Le patronat français est bien décidé à résoudre la crise avec l'aide de la social-démocratie sur le dos de la classe ouvrière française. Cette situation, dans l'état actuelle de faiblesse des organisations révolutionnaires, doit être examinée avec la plus grande attention. Il est malheureusement certain que si les organisations ré-

volutionnaires, ne sortent pas des généralités et ne renoncent pas immédiatement à leur fausse politique et ne trouvent de bonnes méthodes de lutte, le capitalisme peut réussir.

2°) — L'ouverture du marché russe deviendra au fur et à mesure du développement de la crise un problème qu'il semblera nécessaire au capitalisme de résoudre par l'écrasement du pouvoir soviétique.

3°) — Tous les palliatifs dont le capitalisme français peut user ne pourront empêcher que l'accentuation de la crise amène une exacerbation des antagonismes impérialistes qui doit conduire, dans un délai plus ou moins long, à la guerre que chacun prépare du reste avec beaucoup d'attention.

Pour transformer la crise économique en France en crise de régime, certaines conditions d'ordre objectif et surtout subjectif sont nécessaires. Il est probable que l'aggravation seule de la crise mondiale, qui se traduira par une aggravation des conflits impérialistes entre eux ou avec l'URSS, provoquera en France une crise de régime. La grande bourgeoisie cherchera l'issue dans une guerre (impérialiste ou interventionniste) et entrera en conflit avec les masses travailleuses opposées à la guerre.

Les conditions subjectives dont dépend la transformation de la crise résident dans l'activité de la partie la plus consciente du prolétariat, du P. C. et de la C. G. T. U.

Si le P. C. et la C.G.T.U. savent par une politique juste, par une tactique appropriée : 1) sortir de l'état actuel de faiblesse, 2) regagner la confiance de la grande partie du prolétariat, 3) détruire l'influence du réformisme, 4) gagner la sympathie de la petite bourgeoisie ou au moins obtenir leur neutralité bienveillante, ils pourront, en accentuant par leur action les contradictions du régime, renverser le pouvoir bourgeois.

Nous examinerons dans un prochain article comment il convient immédiatement de lutter en France pour aboutir à la solution révolutionnaire de la crise.